Les peines alternatives en vertu de la législation Algérienne : Travail d'intérêt général et bracelet électronique

Alternative penalties to Algerian legislation :
Community work and electronic bracelet

HAMMAS Hidayat (*)

Maître de Conférences A

Laboratoire des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Faculté de droit, Université de Tlemcen, Algérie

hidayethammas@yahoo.fr

hidayat.hammas@univ-tlemcen.dz

Received: 2022-07-25

Accepted: 2023-04-30

Published : 2023-06-10

Résumé: Dans le cadre de la modernisation de la justice, le système de travail d'intérêt général ainsi que celui du placement sous surveillance électronique sont entrés récemment en vigueur en Algérie en tant que mécanisme d'adaptation de la peine. Ces deux systèmes peuvent être appliquée dans le cadre du respect du principe de la présomption d'innocence et en appui au caractère exceptionnel de la détention provisoire sur des individus condamnés et qui peuvent exécuter une partie de leur peine à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire.

La présente étude a pour but de donner une vision sur les peines alternatives dans la réalité légale ; essentiellement le travail d'intérêt général et le bracelet électronique. Elle questionne sur leurs efficacités face à la peine de prison traditionnelle qui commence à montrer son épuisement, ainsi que pour une meilleure utilisation des fonds public et réelle réinsertion des délinquants dans la société.

Mots clés: Peines alternatives, travail d'intérêt général, bracelet électronique, législation, conditions, droit pénal.

***Corresponding author**

Abstract: As part of the modernization of the justice, the community work as well as placement under electronic surveillance, has recently come into force in Algeria as adjustment mechanism of sentences. These systems may be applied under the respect for the principle of the presumption of innocence supporting the exceptional nature of pretrial detention for the convicted persons who can serve a part of their punishment outside of the prison.

The purpose of this study is to give a view about alternatives penalties in lawful; mainly in the community work and electronic bracelet. So, this study may stimulate questions their effectiveness face to traditional prison that start to show its burn out, in the other hand, to make the best use of public fund and reel reinsertion of the offenders into society.

KEY WORDS: ALTERNATIVE PENALTIES, COMMUNITY SERVICE, ELECTRONIC BRACELET, LEGISLATION, CONDITIONS, CRIMINAL LAW

1- Introduction:

Conformément aux recommandations des Nations Unies, la recherche de plus d'humanisation des politiques criminelles a amené beaucoup d'États modernes à adopter des alternatives à certaines sanctions pénales aux effets nocifs sur certains droits fondamentaux du condamné.

La réflexion s'oriente désormais vers la mise en place des substituts à la peine privative de liberté que le juge pourra prononcer à titre de sanction.

Il s'agit d'une innovation fort opportune. Toutefois, malgré la volonté politique et la pertinence des motivations sociales, l'application de ces peines alternatives reste restrictive. L'application de ces peines substitutives est salutaire même si son efficacité ne pourra se mesurer qu'à long terme, en fonction de la justesse de ses modalités de mise en œuvre qui devront être déterminées.

Les peines alternatives à l'incarcération sont l'ensemble des mesures pénales permettant d'éviter ou de raccourcir une détention, ces peines alternatives ont essentiellement pour but, la

lutte contre la surpopulation carcérale, l'humanisation de la sanction, la réinsertion des détenus, la lutte contre la récidive, et la réduction des dépenses publiques affectées aux prisons.

Le Code pénal Algérien a introduit dans son arsenal répressif, en tant qu'alternatives à l'emprisonnement, le travail d'intérêt général. D'un autre côté le législateur Algérien a instauré à travers le code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus un autre genre de peine alternative il s'agit du bracelet électronique.

De ce qui précède, il est nécessaire de s'interroger sur le régime juridique de la peine du travail d'intérêt général et de définir la notion de placement sous surveillance électronique.

Dans le cadre de cette recherche, nous allons étudier dans un premier temps le contenu de la notion de la peine du travail d'intérêt général et de mettre en exergue dans un second lieu l'application du bracelet électronique et ses dispositions.

2- Travail d'intérêt général

Consciemment de l'importance des peines alternatives pour atténuer les peines d'emprisonnement, la peine du travail d'intérêt général a été adopté par plusieurs législations comparatives à savoir la Grande Bretagne (community service order) et le Canada (travaux communautaires) qui ont connu un grand succès de la dite peine¹, est aujourd'hui appliquée dans un nombre incroyable de législations, introduit en droit français par une loi du 10 juin 1983². De son côté le législateur Algérien à travers le Chapitre 1 bis (2) du

¹- Jean Pradel : La mondialisation du droit pénal : enjeux et perspectives- Revue juridique Thémis - Éditions Thémis- Montréal- 2001 – n°35 – p 252.

²- Loi N° 83-466, D. n° 1983-282, votée à l'unanimité par les parlementaires.

code pénal Algérien a initié le TIG, dans le cadre des peines délictuelles principales¹.

Cela nous amène à poser la question suivante : quelles sont les conditions et les modalités de cette peine ? pour y répondre, il convient de préciser le concept de la peine du TIG, tout en tentant d'éclairer ses conditions.

2.1- Concept de la peine du travail d'intérêt général

La doctrine et la jurisprudence ont défini la peine du travail d'intérêt général, comme ayant « une obligation du condamné d'accomplir un acte au profit de la société, des institutions publiques ou d'une association d'utilité publique sans contrepartie »². Il est défini aussi en « une prestation d'activité non rémunérée accomplie au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association »³.

Le législateur algérien selon l'article 5 bis 1/1 du code pénal⁴ a défini le TIG comme une peine qui est accomplie pour le bénéfice d'une personne morale de droit public pour l'utilité publique sans contrepartie, pour une période qui varie entre 60 et 400 heures.

¹- Ordonnance n°66-156 du 08 Juin 1966 portant code pénal Algérien, modifié et complété notamment par la loi N°09-01 du 25 Février 2009, Journal Officiel de la République Algérienne N° 15 du 18 mars 2009.

²- Perdriolle Sylvie : Le travail d'intérêt général. In: Déviance et société. 1984 - Vol. 8 - N°2. p. 209.

³- Jean Pradel : Droit pénal général, Cujas, Paris 2014, p. 551, N° 659.

⁴- selon l'article 5 bis1/1du code pénal algérien le TIG est : La juridiction peut remplacer la peine d'emprisonnement prononcée par l'accomplissement par le condamné, pour une durée de quarante (40) heures à six cents (600) heures sur la base de deux (2) heures pour chaque jour d'emprisonnement, d'un travail d'intérêt général non rémunéré dans un délai qui ne peut excéder dix-huit (18) mois au profit d'une personne morale de droit public ...

Le travail d'intérêt général constitue une réponse pénale à l'infraction permettant au tribunal de disposer d'une alternative à la peine d'emprisonnement de courte durée, dans une optique réparatrice et socialisante qui contribue à préserver l'insertion sociale et professionnelle de la personne condamnée tout en prenant en considération sa personnalité et la nature des faits qui lui sont reprochés .

L'exécution de la peine alternative du travail d'intérêt général tend ainsi à la réalisation de plusieurs finalités :¹

- Elle permet de sanctionner le condamné en lui faisant effectuer une activité au profit de la société dans une démarche réparatrice.
- Elle vise également à favoriser l'insertion sociale des délinquants notamment des plus jeunes.
- Elle est considérée comme un moyen efficace de resocialisation du condamné et de prévention de la récidive.

2.2- Conditions requises au prononcé de la peine TIG

Le bénéficiaire de ce travail d'intérêt général étant l'ensemble de la collectivité, ou tout au moins une partie de celle-ci, le travail d'intérêt général fait partie de ce que l'on peut qualifier de peine citoyenne, car comme son nom l'indique, il doit servir l'intérêt général. Avant de prononcer cette sanction, on doit donc s'assurer des retombées collectives et surtout qu'un tel travail peut être exécuté sous une surveillance appropriée. Ce travail exige en effet une surveillance étroite, afin de vérifier que le condamné exécute effectivement la tâche imposée, et qu'il n'est pas contraint à travailler pour une fin autre ou dans des conditions de nature à porter atteinte à sa dignité.

¹- Perdrille Sylvie - op cit – p 212.

Le travail d'intérêt général est une peine alternative. Il ne peut donc se cumuler avec le prononcé d'une peine privative de liberté. Les conditions de son prononcé peuvent être classées selon qu'elles se rattachent à la personne du condamné ou à la nature de l'infraction commise.

2.2.1- Conditions liées à la personne du condamné

Pour postuler au bénéfice de cette peine alternative, trois conditions tenant à la personne du condamné doivent être observées :

- Le passé du condamné :

Afin d'être éligible au TIG, le législateur Algérien tient compte du passé pénal du condamné¹, ainsi les personnes récidivistes ne peuvent prétendre au bénéfice de toutes les peines alternatives de manière générale dans la mesure où le législateur tient compte des antécédents du condamné selon l'article 5 bis 1 de l'alinéa 2.²

- L'âge du condamné :

Le bénéfice de cette peine, est ouvert aux condamnés majeurs et mineurs à condition toutefois que l'âge des mineurs soit égal à 16 ans au minimum lors de la commission de l'infraction.

A souligner que lorsqu'il s'agit d'un condamné mineur ayant atteint l'âge de 16 ans, c'est au juge des mineurs que revient la

¹ - سعداوي محمد صغير ، العقوبة و بدائلها في السياسة الجنائية المعاصرة ، دار الخلدونية ، الجزائر ، 2012 ، ص 83 .

² - l'article 5 bis1/2-1 du code pénal algérien stipule : ... lorsque les conditions suivantes sont réunies :

1- le prévenu n'a pas d'antécédents judiciaires,

mission d'évaluer la nature du travail qui convient au condamné mineur .¹

- Nécessité de l'accord préalable du condamné :

Le travail d'intérêt général ne peut être envisagé contre un prévenu qui le refuse ou qui n'est pas présent à l'audience². La nécessité de la présence du condamné est parfaitement logique car le prononcé de la peine de travail d'intérêt général requiert la présence du condamné afin de permettre à la juridiction de jugement de disposer des éléments d'appréciation suffisants sur l'aptitude du condamné à exécuter cette peine c'est-à-dire à exercer le travail qui lui sera confié.

2.2.2- Conditions liées à la nature de l'infraction

Les conditions applicables à l'infraction dont la condamnation fait objet du travail d'intérêt général se rapportent à la nature de l'infraction.

Le code pénal précise que ce dispositif est applicable pour les infractions de nature délictuelle dont la condamnation ne dépasse pas trois années.

Ainsi, il convient de relever que la catégorie d'infractions concernée est celle des délits³, donc à l'exclusion explicite des crimes qui sont des infractions punies de la peine de mort ou d'une peine privative de liberté dont le maximum est supérieur à cinq ans

¹ - l'article 5 bis1/2-2 du code pénal algérien stipule

2-. le prévenu a 16 ans au moins au moment de la commission des faits incriminés,,

² - l'article 5 bis1/3 du code pénal algérien stipule : La peine de travail d'intérêt général est prononcée en présence du condamné. La juridiction doit avant le prononcé de ladite peine l'informer de son droit de l'accepter ou de la refuser ; mention en est faite dans le jugement.

³ - سعداوي محمد صغير ، المرجع السابق، ص 84.

et les délits qui sont passibles d'une peine d'emprisonnement supérieur à trois ans . Ce domaine semble assez restreint, car il ne couvre pas tous les délits. De ce fait la tranche des infractions sanctionnées par une peine privative de liberté d'une durée comprise entre trois et dix ans reste, dès lors, exclue du champ d'application des peines alternatives.

Le législateur Algérien précise aussi que la peine prononcée ne doit pas dépasser un (1) an d'emprisonnement.¹

La juridiction doit préciser obligatoirement le quantum des heures de travail et le délai pendant lequel ce travail doit être accompli.

Lorsque le condamné est incarcéré, la durée d'incarcération est calculée à raison de deux heures travail par jour d'incarcération le reliquat de la durée du travail qui lui reste à accomplir sera calculée sur cette base sans que le total dépasse 600 heures.

Il faut rappeler a cet égard ; que le juge d'application des peines a un rôle très important dans l'application de cette peine et dans le contrôle de sa mise en œuvre.

Et selon l'article 5 bis 2, le législateur a mentionner qu'en cas de violation des obligations résultant de l'exécution de la peine de travail d'intérêt général par le condamné averti, la peine à laquelle a été substitué le travail d'intérêt général sera exécutée à son encontre.

¹ - l'article 5 bis1/2 du code pénal algérien stipule :

3. la peine prévue pour l'infraction commise ne dépasse pas trois (3) ans d'emprisonnement,

4. la peine prononcée ne dépasse pas un (1) an d'emprisonnement.

3- Placement sous surveillance électronique

Le placement sous surveillance électronique est le résultat d'une succession complexe de plusieurs éléments. L'on observe des processus différents selon les pays. Le premier pays à avoir pensé de remplacer l'incarcération des condamnés par une peine de substitution à savoir par la surveillance électronique, c'est les Etats Unis d'Amérique et plus précisément dans l'état de la Floride, ensuite le Royaume Unis. En 1989, 39 états ont adopté le PSE ¹

C'est à cette même date que la France a commencé à s'intéresser à l'utilisation du bracelet électronique, tout comme d'autres pays européens tels que la Belgique, les Pays-Bas ou l'Espagne. Dans tous ces pays, le bracelet électronique était avant tout envisagé comme un moyen de lutte contre la surpopulation carcérale. Cependant, l'utilisation du bracelet électronique a évolué de manière distincte dans ces différents pays, qui représentent des modèles différents de recours au bracelet électronique².

La surveillance électronique doit être appréhendée comme un moyen permettant un contrôle du comportement de l'individu, tout en permettant à ce dernier de vivre de façon autonome dans son environnement social habituel afin qu'il ne soit pas exclu de la société et que sa réinsertion soit facilitée avec notamment la possibilité pour lui de travailler. Néanmoins, la surveillance électronique ayant lieu au domicile du condamné, elle apparaît être un moyen de lutte contre la surpopulation carcérale.

¹ - Ludivine Ferreira : Bracelet électronique : prisons dorée ou liberté restreinte ? Les éditions de l'Hébe, Paris, Mars 2013, p 10.

² - M. Kaluskynski, J.C. Froment, Sécurité et nouvelles technologies. Évaluation comparée dans cinq pays européens (Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) des dispositifs de réglementation de l'assignation à domicile sous surveillance électronique, CERAT et CERDAP, France, mars 2003 .

Il est nécessaire d'éclairer la définition du bracelet électronique ainsi que ses formes.

3.1- Définition du bracelet électronique

Le « bracelet électronique » est un mode de surveillance à distance par l'intermédiaire d'un dispositif électronique fixé sur l'individu.

Le bracelet est en fait un boîtier de petite taille – pas plus grand qu'un jeu de carte –et léger (env. 150 grammes) pour déranger le moins possible le surveillé. Il est généralement conçu dans un matériel hypoallergénique, le surveillé devant porter le bracelet 24 heures sur 24.

Le bracelet électronique sous forme de montre est placé dans la cheville du condamné ou autour de son poignée, munit d'un bouton qui émet des signaux d'alarmes aux services extérieur de l'administration pénitenciers en cas de violation des obligations imposé par ce dispositif¹.

Les horaires d'entrée et de sortie du domicile sont fixés par le juge d'application des peines (JAP) à qui les détenus doivent rendre des comptes *via* les surveillants du pôle de surveillance électronique. En pratique, lorsqu'un « incident » survient dans la réalisation du plan d'entrée et de sortie du placé, une alarme se déclenche et un signal apparaît sur le moniteur de surveillance : Sortie anticipée, Retour après absence, etc. Immédiatement après cette notification, le surveillant contacte le surveillé par téléphone et évalue avec lui les raisons de l'alarme.²

¹- Djoumi Benaissa, Merouane Mohamed, Le bracelet électronique comme alternative à la détention dans le droit comparé, Journal of Land Law and the Environment, Volume 9, Numéro 2, 2021, page 572.

²- Camille Allaria, Surveillance électronique et contrôle de la délinquance. Le cas de la surveillance électronique des prisonniers. Mouvements n°79, 2014, p. 109.

3.2- Formes du bracelet électronique

Il faut constater que cette mesure du bracelet électronique vise non seulement à s'appliquer à des personnes condamnées comme auteur d'une infraction, mais également à des personnes simplement prévenues, c'est-à-dire non condamnées par une juridiction. Il semble donc qu'il puisse d'ores et déjà être envisagé qu'il existe plusieurs formes de surveillance électronique, l'une pour les personnes condamnées et l'autre pour les personnes en attente de jugement.

C'est la même approche adoptée par la législation Algérienne ; qui a retenu deux formes de placement sous surveillance électronique. Il s'agit du PSE comme mesure de contrôle, et du PSE comme mesure d'aménagement de peines.

3.2.1- Placement sous surveillance électronique comme mesure de contrôle

Introduit en Algérie par l'Ordonnance n°15-02 du 23 juillet 2015¹, notamment l'art 125 bis1, dans le cadre du contrôle judiciaire.

Ce procédé est, comme le contrôle judiciaire, une alternative à la détention provisoire comme cela est déclaré par l'article 123 /2 du Code de procédure pénale . Cette disposition légale commence par rappeler qu'en principe toute personne mise en examen demeure libre puisqu'elle est présumée innocente. Cependant, elle poursuit en posant une exception à ce principe de liberté du mis en examen .En raison des nécessités de l'instruction ou à titre de mesure de sûreté, la personne mise en examen peut être astreinte à l'une des mesures prévues par l'article 125 bis1 du Code de procédure pénale.

¹- Ordonnance n°66-155 du 08 Juin 1966 portant code de procédure pénal Algérien modifié et complété notamment par la loi n°15-02 du 23 Juillet 2015.

L'objectif et l'avantage de cette forme de la surveillance électronique, est de consacrer le caractère exceptionnel de la détention provisoire, Renforcer et élargir le champ d'application du contrôle judiciaire, et veiller au respect des obligations du contrôle judiciaire, par le prévenu.

Cette mesure qui tend à remplacer le contrôle judiciaire classique s'appliquera sur décision du juge d'instruction chargé du dossier¹, ainsi que celle du juge de fond lorsqu'il décide de renvoyer l'affaire². Ces magistrats sont les seuls habilités à désigner les individus pouvant bénéficier de cette technique.

Il est stipulé selon article 125 bis 1 du Code de procédure pénale que le juge compétent peut recourir à un dispositif de surveillance électronique dans certains cas en remplacement du contrôle judiciaire.

La surveillance électronique suppose le respect de certaines conditions :

- Afin d'envisager la mise en place du bracelet électronique avant la décision de condamnation, l'individu concerné doit encourir une peine d'emprisonnement correctionnel ou une peine plus grave.
- Il doit également, être avisé que l'installation de ce procédé ne peut être effectuée sans son consentement.

Cependant, son libre arbitre est d'une extrême relativité puisqu'il doit aussi être informé du fait que s'il refuse le port de ce dispositif cela pourra donner lieu à la révocation de la surveillance électronique et engendrer son placement en détention provisoire. Il paraît peu probable qu'un individu mis en examen refuse cette option au risque d'être placé en détention provisoire.

¹- article 125 bis1 du code de procédure pénale.

²- article 125 bis1 , et 339 bis 6 du code de procédure pénale .

- Le juge doit veiller à ce que le bracelet électronique soit compatible avec l'état de santé du bénéficiaire du port du bracelet électronique, une expertise médicale peut être demandée.

Il faut noter que le placé sous surveillance électronique a des obligations, ce qui est mentionné dans l'article 125 bis du code de procédure pénal Algérien :

- Ne pas sortir des limites territoriales déterminées par le juge d'instruction sauf autorisation de ce dernier.
- Ne pas se rendre en certains lieux déterminés par le juge d'instruction.
- S'abstenir de rencontrer certaines personnes désigner par le juge d'instruction .
- Demeurer dans une résidence protégée, fixée par le juge d'instruction et ne pas le quitter que sur autorisation de ce dernier.
- Ne quitter son domicile que sous certaines conditions et horaires définis. Le juge d'instruction peut recourir à un dispositif de surveillance électronique pour s'assurer du respect, par l'inculpé des obligations visées.

On cas de non- respect des obligations imposées, il est fait application des mêmes peines classiques infligées pour les cas de contrôle judiciaire, à savoir la convocation de la personne concernée et son arrestation.

3.2.2- Placement sous surveillance électronique comme mesure d'aménagement de peines :

Dans la doctrine Française, la définition de l'aménagement de peine n'est pas unanime. Il y a ceux qu'ils l'ont défini par un moyen de « conduire à une adaptation constante de la peine au

gré de l'évolution de la personnalité et de la situation matérielle, familiale, sociale de la personne du condamné »¹.

D'autres utilise parfois la notion de la « possibilité pour la juridiction de jugement ou pour le juge d'application des peines de remplacer une peine d'emprisonnement ferme, prononcée contre le condamné, par une mesure telle que la semi-liberté, le placement sous surveillance électronique ou la libération conditionnelle par exemple ».²

Selon la doctrine arabe l'aménagement de peine consiste à remplacer la peine d'emprisonnement initiale par une peine alternative, quelque soit sa forme, dans le but d'atteindre les objectifs de la peine.³

Le placement sous surveillance électronique comme aménagement de peine, a été introduit en Algérie, par la loi n° 18-01 du 30 janvier 2018⁴ complétant la loi n° 05-04 du 6 février 2005 relative au code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus. L'article 150 bis 1 stipule que le juge d'application des peines peut, d'office ou sur demande du condamné personnellement ou par le biais de son avocat, décider l'exécution de la peine sous le régime du placement sous surveillance électronique, en cas de condamnation à une peine privative de liberté ne dépassant pas trois (3) ans, ou lorsque le restant de la peine à subir n'excède pas cette durée.

¹ - E. Bonis, V. Peltier, Droit de la peine, 3^{ème} Edition , Lexis Nexis, France 2019, p 148.

² - T. Gare, C. Ginestet, Droit pénal. Procédure pénale, Ed. N°11, Dalloz, Hypercours, 2019, p. 229.

³ - محفوظ علي علي، البدائل العقابية للحبس و إعادة إصلاح المحكوم عليهم، الطبعة 1، مكتبة الوفاء القانونية، الاسكندرية، 2016، ص 90-91.

⁴ - Loi n° 18-01 du 30 janvier 2018 « complétant la loi n° 05-04 du 6 février 2005 Portant code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus » journal officiel n°5 du 30 janvier 2018.

Ce nouveau procédé permettra aux détenus d'exécuter toute ou une partie de la peine à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire dans le respect de la dignité, et l'intégrité et de la vie privée de la personne.

Le placement sous surveillance électronique consiste en le port par le condamné d'un bracelet électronique, durant la période prévue à l'article 150 bis 1, qui permet de détecter sa présence au lieu de son assignation fixée dans la décision du placement rendue par le juge d'application des peines.

Le juge de l'application des peines rend la décision de placement sous surveillance électronique, après avis du ministère public. Il prend, en outre, l'avis de la commission de l'application des peines, pour les détenus.

On peut dire que la surveillance électronique consiste à astreindre les condamnés à leur domicile aux horaires fixées par le juge d'application des peines, les informations relatives à l'entrée ou la sortie du condamné de son domicile sont transmises par voie électronique au pôle de surveillance, une alarme de violation apparaît sur le moniteur de surveillance lorsqu'un retard ou absence du condamné sont repérés.¹

Le placement sous surveillance électronique est soumis aux conditions suivantes :²

- l'accord de la personne mise en cause : le juge de l'application des peines ne peut prendre la décision de placement sous surveillance électronique qu'avec l'accord

¹ - Camille Allaria , op cit , p 112 .

² - art 150 bis 3 du code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus.

du condamné, ou de son représentant légal s'il est mineur.¹

- Le jugement incriminant l'individu doit être définitif.
- Le concerné doit justifier d'un domicile ou d'une résidence fixe ;
- Le port du bracelet électronique ne doit pas nuire à la santé du concerné : s'il y a lieu, la personne assignée doit disposer d'un certificat médical attestant de la compatibilité de son état de santé avec le port du bracelet électronique
- Le condamné doit s'acquitter des amendes auxquelles il a été condamné : Aucun détenu condamné ne peut être admis au bénéfice de la surveillance électronique s'il ne s'acquitte pas des frais de justice et des amendes ainsi que du montant des réparations civiles dont il serait condamné.
- Il est à noter aussi que le législateur Algérien n'a pas demandé que le casier judiciaire du condamné soit vierge pour bénéficier du bracelet, contrairement à ce qu'il a exigé dans le cas du travail d'intérêt général.²
- le condamné a interdiction de s'absenter de son domicile ou du lieu désigné par le juge de l'application des peines en dehors des périodes fixées par la décision de placement. Il est tenu compte, lors du placement sous surveillance électronique, de la situation familiale du concerné, du fait qu'il suit un traitement médical, une activité professionnelle, un enseignement ou une formation³.

La demande de bénéfice du placement sous surveillance électronique, est présentée au juge de l'application des peines du lieu de résidence du condamné ou du lieu du siège de

¹ - art 150 bis 2 /1 du code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus.

² - l'article 5 bis1 du code pénal algérien.

³ - l'article 150 bis5 du code de procédure pénal algérien.

l'établissement pénitentiaire de son incarcération, après Le juge de l'application des peines se prononce sur la demande dans un délai de dix (10) jours de sa saisine, par décision non susceptible de recours, Le détenu dont la demande a été refusée peut introduire une nouvelle demande, après six (6) mois à compter du refus de sa demande¹.

Le bracelet électronique est placé sur la cheville du détenu avant sa sortie de prison. Celui-ci s'engage à ne pas enfreindre les limites de l'ordonnance de placement aux heures et lieux fixés par le juge. En cas d'inobservation de ses obligations, le juge de l'application des peines peut révoquer la décision de placement sous surveillance électronique , il peut aussi le faire si l'individu est condamné une nouvelle fois ; ou encore à la demande du concerné².

Le procureur général peut aussi révoquer la décision de placement sous surveillance électronique³.

L'article 150 bis 14 prévoit également les peines encourues en cas où le détenu tente de se soustraire à la surveillance électronique, particulièrement, le retrait du bracelet ou sa désactivation, ce qui pourrait l'exposer aux peines applicables et prévues dans le Code pénal concernant le délit de fuite⁴.

¹- l'article 150 bis 4 du code de procédure pénal algérien.

²- l'article 150 bis 10 du code de procédure pénal algérien.

³- l'article 150 bis 12/1 du code de procédure pénal « Le procureur général peut, lorsqu'il estime que le placement sous surveillance électronique, porte atteinte à la sécurité ou à l'ordre public, saisir la commission de l'aménagement des peines, pour sa révocation».

⁴- l'article 150 bis 14 « La personne qui se soustrait à la surveillance électronique notamment en enlevant ou en altérant le procédé électronique de surveillance, est passible des peines prévues dans le code pénal pour l'infraction d'évasion ».

Dans le cas de la suspension de la mesure de surveillance électronique, le concerné purge le restant de sa peine à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire après déduction du temps passé sous le contrôle électronique.

L'application de la mesure relative au bracelet électronique offre plusieurs avantages et s'insère dans le cadre d'une politique d'élargissement de l'éventail des peines. Cependant, on peut noter que cette mesure peut être problématique au regard des effets qu'elle engendre sur la personne même du délinquant¹.

4- Conclusion

En conclusion, la formule carcérale est épuisée. De nouveaux horizons s'ouvrent avec les peines alternatives, dont le potentiel de resocialisation est assez fort.

Il faut souligner également que l'application de l'incarcération de manière rigide sans alternatives conduit à la surpopulation et à l'instauration d'une culture de l'emprisonnement qui conduit à une société plongée dans une vague de terreur accentuée par le phénomène de la criminalité qui ne fait qu'augmenter dans les prisons .

¹- le délinquant doit contrôler ses comportements et respecter les horaires d'assignation fixées par le juge. Le recours au bracelet électronique peut ainsi être lourd à vivre d'autant plus que le but de cette mesure est de normaliser le comportement de l'individu. Cette normalisation est forcée et non souhaitée par le délinquant, ce qui peut être mal vécu et engendrer un effet inverse, plusieurs questions étaient évoquer sur les conséquences du port d'un bracelet électronique sur la santé mentale des utilisateurs. Il évoque des cas de dépression, de claustrophobie mentale, des troubles obsessionnels compulsifs et mêmes des suicides. Cf. B. BEAURY, V. VALTY, Le placement sous surveillance électronique : Technologie, modalité et controverses, Université de Paris 8, Génepi, 2009, p 24 .

Malgré cela, les peines alternatives connaissent des difficultés dans leurs applications dans notre pays et dont certaines sont pratiquement gelées. Il est clair que des défis doivent être relevés pour instaurer ces nouvelles mesures surtout avec le manque de retour d'expérience.

D'autres difficultés dans la mise en place des peines alternatives peuvent être signalées. On peut citer le retard dans leurs exécutions qui est fortement critiqué, du fait que la durée entre la date de condamnation et la date de l'exécution s'allonge souvent d'une manière significative.

Le système de la peine du travail d'intérêt général n'a pas enregistré l'efficacité souhaitée compte tenu son faible taux d'application dans les juridictions et qui se limite uniquement dans le secteur public et pour quelques infractions seulement. Il est donc nécessaire de se pencher plus sur la question pour élargir son champ d'application.

Par ailleurs, même si le bracelet électronique permet d'offrir plusieurs avantages, son impact est à relativiser car il n'est pas applicable à tous les délinquants. Il s'agit pratiquement des individus qui n'ont à subir que de courtes peines. De plus, dans le cas de lutte contre la récidive, il est difficile d'évaluer les effets du placement sous surveillance électronique, parce qu'il n'y a pas suffisamment d'études expérimentales.

Enfin, les peines alternatives, qui sont toujours en phase d'expérimentation, apportent néanmoins des solutions prometteuses. Une voie qui appartient à tous pays d'explorer, mais avec beaucoup de prudence et de maturité politique afin de préserver la sécurité juridique et la paix sociale.

5- Références:

- 1- Allaria Camille, Surveillance électronique et contrôle de la délinquance. Le cas de la surveillance électronique des prisonniers. Mouvements n°79, 2014.
- 2- Beaury B., Valty V., Le placement sous surveillance électronique : Technologie, modalité et controverses, Université de Paris 8, Génépi, 2009.
- 3- Bonis E., Peltier V., Droit de la peine, 3^{ème} Edition , Lexis Nexis, France 2019.
- 4- Djoumi Benaissa, Merouane Mohamed, Le bracelet électronique comme alternative à la détention dans le droit comparé, Journal of Land Law and the Environment, Volume 9, Numéro 2, 2021.
- 5- Gare T., Ginestet C., Droit pénal. Procédure pénale, Ed. N°11, Dalloz, Hypercours, , 2019.
- 6- Kaluskynski M., Froment J.C., Sécurité et nouvelles technologies. Évaluation comparée dans cinq pays européens (Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) des dispositifs de réglementation de l'assignation à domicile sous surveillance électronique, CERAT et CERDAP, France, 2003.
- 7- Ludivine Ferreira – Bracelet électronique : prisons dorée ou liberté restreinte ? Les Editions de l'Hébe, Paris, 2013.
- 8- Mahfoud Ali Ali, Peines alternatives à l'emprisonnement et à la réhabilitation des condamnés, 1ère Edition, Librairie Juridique El Wafa, Alexandrie, 2016 (En arabe).
- 9- Perdrille Sylvie. Le travail d'intérêt général. In: Déviance et société. Vol. 8 , N°2, 1984.
- 10- Pradel Jean, Droit pénal général, Cujas, Paris, N° 659, 2014.
- 11- Pradel Jean: La mondialisation du droit pénal : enjeux et perspectives- Revue juridique Thémis - Éditions Thémis- Montréal, N°35, 2001.
- 12- Saadawi Mohammed Seghir, La peine et ses alternatives dans la politique criminelle moderne, Dar Al Khalduniya, Algérie, 2012 (En arabe).